

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



Informations du Guatemala

3^e Année, n°107

Du 11 au 17 janvier 1985

POLITIQUE

Intimidations à l'encontre d'hommes politiques
Washington dispose d'un candidat
Pas invitées à participer aux manœuvres militaires
Observations relatives à la proposition de Contadora
Analyse de la capacité de défense
Les Etats-Unis aideront amplement le régime guatémaltèque
Nouvel ambassadeur à Washington
Les patrouilles civiles se poursuivent
Approbation préalable de l'article concernant les patrouilles civiles
Grave tension sociale
Alliance dissoute
On exige la dissolution de l'Assemblée Constituante

ECONOMIE

Situation précaire
Crise industrielle grave
Mission du FMI prévue au Guatémala
Crise dans le secteur du tourisme
Planteurs de café augmenteront leurs bénéfices
Membre du Congrès américain au Guatémala
Le Guatémala viole un accord commercial

CONTRE-INSURRECTION

Des policiers entraînés au Chili
L'AID fournira son aide pour les "villages modèles"
Les forces de sécurité contrôlent les colonies fort peuplées

INSURRECTION

Les actions insurrectionnelles se multiplient
Une jeep militaire tombe dans une embuscade
Bourgades occupées

DROITS DE L'HOMME

Cadavres largués depuis des hélicoptères
Violation des installations USAC
Dénonciation d'actes de violence
La CDHG possède un "panorama exact" de la situation guatémaltèque

48 12.315

POLITIQUE

INTIMIDATIONS A L'ENCONTRE D'HOMMES POLITIQUES

Le 15 janvier, les partis Union de Centre National, Révolutionnaire et National Rénovateur ont dénoncé les intimidations et les attaques portées à l'encontre d'activistes politiques. Ces dénonciations furent envoyées en parallèle à la demande adressée au régime militaire pour qu'il garantisse la participation au processus électoral.

Le texte de dénonciation stipule en outre que durant la nuit du 14 janvier, le siège central du Parti d'Union du Centre National a été la cible d'une fusillade.

WASHINGTON DISPOSE D'UN CANDIDAT

Le social-démocrate Cesar Augusto Toledo Penate a déclaré le 13 janvier que le chef de file de la Démocratie-Chrétienne guatémaltèque, Vinivio Cerezo Arevalo, nouvellement en tournée à Washington, est le candidat de la Maison Blanche au poste de Président du pays.

Toledo Penate, secrétaire général du parti Front Uni de la Révolution, fait remarquer que si l'armée guatémaltèque fait preuve d'une certaine unité en son sein, ce n'est en fait qu'une façade qui pourrait bien s'écrouler si le candidat de Washington parvenait à la présidence. En effet, il existe en réalité de nombreuses dissensions qui opposent les militaires.

PAS INVITES A PARTICIPER AUX MANOEUVRES MILITAIRES

Le Chef de l'Etat-Major de l'armée, le Général Rodolfo Lobos Zamora a fait savoir, le 11 janvier, que les forces armées guatémaltèques ne prendraient pas part aux manœuvres militaires dénommées "Pino Alto III" auxquelles participeront prochainement des soldats du Honduras et du Salvador sous le commandement de l'armée américaine.

Lobos Zamora a affirmé que l'armée guatémaltèque n'avait pas été invitée à participer aux dites manœuvres.

OBSERVATIONS RELATIVES A LA PROPOSITION DE CONTADORA

L'ambassadeur itinérant des Etats-Unis pour l'Amérique Centrale, Harry Schlaudeman a déclaré, le 8 janvier, que sa visite au Guatemala avait pour objectif d'informer les autorités nationales du résultat des entretiens qu'il avait eu avec les représentants nicaraguéens dans le port mexicain de Manzanillo, et également de connaître la position guatémaltèque en ce qui concerne l'Acte de Paix du groupe Contadora.

Le diplomate américain a reconnu que son gouvernement a des observations à formuler vis-à-vis de cet Acte de Paix pour l'Amérique Centrale élaboré par le groupe Contadora.

ANALYSE DE LA CAPACITE DE DEFENSE

Selon des informations émises par des millieux de presse locaux, le directeur régional inter-américain de la défense des Etats-Unis, le Général Fred Gordon s'est rendu au Guatemala, le 13 janvier, pour observer la capacité et les activités de défense de l'armée guatémaltèque et aux fins de s'entretenir avec de hauts dirigeants militaires et des fonctionnaires du Ministère des Affaires Etrangères.

LES ETATS-UNIS AIDERONT AMPLEMENT LE REGIME GUATEMALTEQUE

Le 9 janvier, Michael Hann, chargé de presse de l'Ambassade américaine au Guatemala, a fait savoir que le gouvernement américain allait prêter une aide économique de quelques 150 millions de dollars au Guatemala au cours de l'année 1985.

Hann a souligné que l'aide octroyée par son gouvernement serait canalisée par les organisations de crédit internationales.

NOUVEL AMBASSADEUR A WASHINGTON

Eduardo Palomo Escobar, ministre de l'Economie sous le régime du Général Carlos Arana Osorio (1970-1974) et Conseiller économique des gouvernements militaires qui se sont succédés au cours de ces dernières années au Guatemala, a été nommé, le 11 janvier, Ambassadeur du Guatemala à Washington.

Selon les millieux de presse locaux, le remplacement de Frederico Fashen par Polomo Escobar constitue un changement nécessaire étant donné la position centrale occupée

par les Etats-Unis dans le contexte de l'aide et le soutien prodigués au gouvernement guatémaltèque.

LES PATROUILLES CIVILES SE POURSUIVENT

Le 12 janvier, le Général Lobos Zamora, Chef de l'Etat-Major de l'armée et Sous-Chef d'Etat, communiquait que l'armée guatémaltèque était en faveur de la poursuite du fonctionnement des patrouilles d'auto-défense civiles après l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution de la République qui doit être promulguée cette année par l'Assemblée Nationale Constituante.

APPROBATION PREALABLE DE L'ARTICLE CONCERNANT LES PATROUILLES CIVILES

La Commission chargée de la rédaction de la nouvelle Constitution de la République a approuvé le 13 janvier l'Article 34 de la nouvelle loi fondamentale au titre duquel on considère que le fonctionnement des dites patrouilles d'auto-défense civiles peut être maintenu pour autant que ces patrouilles soient formées volontairement. L'Article devra être voté par la suite au cours de la plénière de l'Assemblée Constituante.

Le Décret-loi qui régit actuellement le fonctionnement des patrouilles civiles fait mention de la participation volontaire. Cependant, de nombreuses dénonciations signalent qu'il s'agit en fait d'un service obligatoire imposé et que les paysans sont victimes de menaces et de contraintes en vue de les obliger à y participer.

GRAVE TENSION SOCIALE

Le 11 janvier, Jorge Serrano Elias, homme politique et ex-fonctionnaire du régime de Rios Montt, actuellement candidat à la présidence, déclarait que le mécontentement qui sévit au sein de la population, face à la grave situation économique dans laquelle se trouve plongé le pays, pourrait bien conduire à l'insurrection des secteurs populaires.

Serrano Elias a ajouté que les secteurs populaires sont "désespérés", et il a critiqué la politique économique du régime militaire, qui d'après lui pourrait provoquer une pénurie de produits qui à son tour se répercuterait sur les tensions sociales.

ALLIANCE DISSOUTE

Hector Mayora Dawe, secrétaire général de CAN, a fait savoir que la coalition d'extrême droite, formée par le Mouvement de Libération National (MLN) et la Centrale Authentique Nationaliste (CAN) a été dissoute le 14 janvier à la suite de graves dissensions.

ON EXIGE LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

L'Association des éleveurs du sud-ouest du Guatemala ont fait savoir, le 10 janvier, par le biais d'un communiqué de presse, qu'elle allait exiger du Chef de l'Etat, la dissolution de l'Assemblée Nationale Constituante pour autant que cette dernière persiste dans ses intentions de donner à la propriété le caractère de fonction sociale, dans la nouvelle Constitution.

ECONOMIE

SITUATION PRECAIRE

Un rapport émanant de la firme américaine Frost and Sullivan, publié le 9 janvier à New York mettait en exergue que 1985 était une année critique pour le Guatemala, étant donné que la situation économique est précaire et qu'elle peut rapidement se détériorer.

La firme Frost and Sullivan est spécialisée dans l'évaluation des risques pour les investisseurs.

CRISE INDUSTRIELLE GRAVE

Une analyse de la situation économique nationale élaborée par les Démocraties-Chrétiennes guatémaltèques, rendue publique le 9 janvier, signale que l'industrie dans le pays ne fonctionne qu'à 30% de sa capacité réelle.

MISSION DU FMI PREVUE AU GUATEMALA

Le 10 janvier, le ministre des Finances, le Colonel Leonardo Figueroa, annonçait qu'une mission technique du Fonds Monétaire International était prévue au Guatemala aux environs

de la mi-février. Le ministre a également souligné que le gouvernement espère le "dégel" d'un emprunt de 60 millions de dollars du FMI destiné au pays.

Le FMI a gelé ses crédits pour le Guatemala lorsque ce dernier s'est avéré incapable d'augmenter en 1984 les revenus fiscaux pour qu'ils atteignent 150 millions de dollars.

CRISE DANS LE SECTEUR DU TOURISME

Les Chefs d'entreprise du secteur touristique ont estimé que l'industrie touristique a connu en 1984 la crise la plus grave de ces quinze dernières années, en effet, seul 183 000 touristes se sont rendus dans le pays. Pour ces chefs d'entreprise, le blâme est imputable au régime qui n'arrive pas à trouver une solution au problème.

D'après eux, le manque de touristes est dû au climat de violence et d'insécurité politique qui caractérise le pays.

PLANTEURS DE CAFE AUGMENTENT LEURS BENEFICES

Le 11 janvier, le président de l'Association des Exportateurs de Café, Eduardo Gonzalez déclarait que les producteurs de café espèrent, grâce aux exportations de 1985, obtenir plus de 400 millions de dollars.

MEMBRE DU CONGRES AMERICAIN AU GUATEMALA

Le 16 janvier, on apprenait que le membre du Congrès américain, le démocrate Peter Solarz est arrivé au Guatemala pour une visite d'observation de quelques jours.

Solarz, âgé de 84 ans, est membre du sous-comité des Affaires Interaméricaines, de la sous-commission de Commerce et de Financement du Congrès des Etats-Unis. Durant son séjour, il s'entretiendra avec plusieurs fonctionnaires gouvernementaux et dirigeants de partis politiques.

Le Ministre des Affaires Etrangères, Fernando Andrade a signalé que début janvier, le régime du Général Oscar Mejia Victores avait nommé un ex-ministre de l'Economie comme nouvel ambassadeur aux Etats-Unis; étant donné bien sûr la position centrale de ce pays dans le cadre de l'appui économique reçu par le gouvernement guatémaltèque.

LE GUATEMALA VIOLE UN ACCORD COMMERCIAL

Une dénonciation de la Chambre de l'Industrie du Costa Rica datée du 16 janvier, stipule que le gouvernement guatémaltèque a violé un accord commercial passé avec le Costa Rica en décembre dernier.

Gustavo Gutierrez, directeur exécutif des industriels du Costa Rica a fait savoir que le Guatemala n'avait versé qu'une partie de ses dettes, à savoir 3,7 millions de dollars, au cours de ce mois, alors qu'il s'était engagé à payer 14 millions de dollars. Dès lors, Gutierrez ajoute que la Chambre de l'Industrie a l'intention d'intervenir auprès du ministre de l'Economie pour que le gouvernement du Général Oscar Mejia Victores tienne son engagement.

En décembre dernier, au cours d'une réunion qui s'est tenue à San Jose, au Costa Rica, entre les ministres de l'Economie et les présidents des Banques Centrales de ces deux pays, le gouvernement guatémaltèque s'était engagé à supprimer en tranches proportionnelles sa dette qui tournait autour des 40 millions de dollars.

CONTRE-INSURRECTION

DES POLICIERS ENTRAINES AU CHILI

Le 10 janvier, le Colonel Mario Ramirez Ruiz, porte-parole de la Police Nationale, signalait que des effectifs de police guatémaltèques se spécialisaient dans des écoles chiliennes où des officiers de la police avaient été diplômés dans les branches suivantes : enquêtes criminelles, maniement des armes, tactiques de tir, espionnage et autres spécialités.

L'AID FOURNIRA SON AIDE POUR LES "VILLAGES MODELES"

Le Colonel German Ernesto Grotewold, directeur du Comité National de Reconstruction, déclarait le 10 janvier que l'Agence Internationale pour le Développement américaine -AID- octroyerait son aide économique et technologique au gouvernement guatémaltèque pour soutenir les fameux "pôles de développement".

Le Colonel Grotewold a ajouté qu'une mission de l'AID qui a déjà participé à ces "pôles de développement" parcourrait récemment diverses zones du haut-plateau occidental du pays

LES FORCES DE SECURITE CONTROLENT LES COLONIES FORT PEUPLEES

Des centaines de colons ont déclaré, le 16 janvier, que les forces de sécurité ont effectué une gigantesque opération de contrôle et de vérification dans une colonie fort peuplée située à l'est de la capitale.

Ces mêmes colons, dans leur dénonciation des faits, ajoutaient que plus de 200 familles de la colonie "Jesus de la buena esperanza" (Jésus de la Bonne Espérance) se sont inquiétées face à l'encerclement opéré par les centaines d'éléments qui composaient les forces de sécurité. Cet encerclement avait débuté le 15, aux premières heures, et s'était poursuivi par une vérification dans les maisons mêmes pour s'assurer du nombre de personnes y habitant.

Les porte-paroles de la population ont affirmé, en outre, que les agents délégués par le gouvernement ont tous les pouvoirs et qu'ils commettent tout type d'abus et de vexations à l'encontre des citoyens.

A la fin octobre, le Conseil Supérieur de l'Université -organe suprême de l'Université de San Carlos, USAC- faisait savoir que les forces de sécurité du gouvernement "agissent impunément pour nourrir l'angoisse et l'inquiétude ressenties par le peuple guatémaltèque".

INSURRECTION

LES ACTIONS INSURRECTIONNELLES SE MULTIPLIENT

Le 15 janvier, l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA-, faisait savoir que des forces rebelles avaient occupé trois jours durant une route passante aux environs d'une importante base militaire située à l'ouest du pays.

L'ORPA a signalé que ses combattants ont effectué neuf opérations de propagande armée à 15 km de la base militaire n° L7, dont le siège se trouve à San Marcos. Durant ces opérations datées du 11, 12, et 13 janvier, ils ont occupé différents tronçons de la route qui relie la municipalité de Malacatan au chef lieu départemental de San Marcos. Selon l'information reçue ces opérations ont immobilisé quelques 476 véhicules et ont donné également lieu à des réunions de débat politique avec les usagers.

UNE JEEP MILITAIRE TOMBE DANS UNE EMBUSCADE

Le 14 janvier, l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- déclarait que ses unités, au cours d'une embuscade, le 2 janvier dans la municipalité de Chajul, département au nord-ouest de El Quiché, avaient capturé l'équipage d'une jeep militaire. L'opération s'est soldée par trois pertes au sein de l'armée et la confiscation de deux fusils Galil.

En outre, l'EGP signalait qu'au cours du mois de décembre, les fronts guérilleros de cette organisation, qui opéraient dans les départements de El Quiché et Huehuetenango, ont occasionné 37 pertes aux troupes gouvernementales lors de divers conflits armés.

BOURGADES OCCUPEES

D'après des rapports insurrectionnels divulgués le 11 janvier, des unités de guérilleros appartenant aux Forces Armées Rebelles -FAR- ont occupé deux bourgades, au nord, dans le département de El Peten, entre le 31 décembre et le 11 janvier.

Le 14 janvier, les FAR indiquaient que certaines de leurs unités avaient paralysé le passage des véhicules sur un tronçon de la route qui relie les bourgades de El Naranjo et La Libertad, tous deux dans le département de El Peten. Au cours de ces actions, des réunions d'ordre politique se sont déroulées entre combattants et population.

DROITS DE L'HOMME

CADAVRES LARGUES DEPUIS DES HELICOPTERES

Deux cadavres portant des traces de torture ont été largués, le 8 janvier, d'un hélicoptère au dessus du stade de la ville de Mazatenango, chef lieu du département, au sud-ouest, de Suchitepequez.

Les victimes ont été identifiées comme étant Luis Armando Perez Lima et Neftali Morales de la Cruz, administrateurs des plantations agricoles de café Monte de Oro et Monte Quina, situées respectivement dans les départements de Solola et Suchitepequez.

La Commission des Droits de l'Homme de Guatemala a diffusé un communiqué de presse où elle indique que les deux administrateurs ont été appréhendés par les troupes de l'armée, puis conduits au détachement militaire situé dans la plantation Moca Grande, appartenant à un citoyen américain, John Smith. C'est là qu'ils furent torturés des heures durant jusqu'à ce que mort s'ensuive.

VIOLATIONS DES INSTALLATIONS USAC

Selon des fonctionnaires de l'université, des forces de sécurité gouvernementales ont fait irruption, le 8 janvier, dans les installations de la Division des Services de l'Université de San Carlos -USAC-, où elles ont brûlé divers documents et archives sans compter d'autres dégâts. A ceci s'ajoute des menaces de mort proférées à l'encontre du personnel et des surveillants du centre tout comme des actes d'aggressions envers ces mêmes personnes.

Cinq jours après cette violation de domicile, le 13 janvier, une bombe incendiaire, placée dans le bâtiment de la Faculté de Médecine, détruisait du matériel de bureau, des instruments, de la documentation et causait des dommages aux installations du bâtiment. Ces faits ont été dénoncés par le Doyen de ladite Faculté, le Docteur Mario Rene Moreno Cambara.

Le 12 janvier, des étudiants en dernière année de médecine de la USAC ont stoppé les activités de plus de 80 centres de santé ruraux dans tout le pays pour protester à l'égard du gouvernement qui leur doit encore trois mois de salaire.

DENONCIATION D'ACTES DE VIOLENCE

Plus de 300 membres du groupe d'Appui Mutuel, formé par les parents des disparus et détenus, se sont réunis, le 8 janvier, face à l'Ambassade des Etats-Unis au Guatemala, pour demander à l'Ambassadeur Ittinérant pour l'Amérique Centrale, Harry Schlaudeman, en visite dans le pays, qu'il intervienne auprès du gouvernement du Général Mejia Victores afin de résoudre le problème des prisonniers.

Dans un document que le groupe d'Appui Mutuel a remi au Secrétaire de l'Ambassade des Etats-Unis, on fait mention de la violence qui sévit dans le pays et on dénonce l'indifférence du gouvernement militaire quant il s'agit d'enquêter sur le problème des milliers de disparus, morts et torturés. Le groupe d'Appui Mutuel désignait expressément le cas des étudiants Edgar Ramazzini et Rudy Figueroa.

LA CDHG POSSEDE "UN PANORAMA EXACT" DE LA SITUATION GUATEMALTEQUE

Le 10 janvier, le Député Camilo Rodas Ayala, de l'UCN -président de la sous-commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée Nationale Constituante-, faisait savoir que la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala -CDHG- dont le siège se trouve à Mexico, disposait d'un panorama "assez complet" de la situation réelle qui forme le quotidien du pays, où les violations des droits de l'homme sont multiples. Le Député reconnaissait également la carence de cet organisme face au problème.

Le 7 janvier, l'Ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala, Alberto Martinez Piedra a déclaré que la situation des Droits de l'Homme au Guatemala s'était améliorée. Cette allégation fut prononcée à la suite d'une réunion qu'il avait eue avec le Ministre des Affaires Etrangères, Fernando Andrade.

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx